



Pour la rentrée, François Bayrou ressort son budget infusé tout l'été

Menacé de censure, le Premier ministre veut, ce lundi lors d'une conférence de presse, convaincre les Français de la nécessité d'une cure de rigueur... alors que sa popularité est au plus bas.

«Mon plan ou le chaos». Pour sa rentrée politique, François Bayrou revisite l'adage gaullien. Certes, le Premier ministre ne peut pas – comme le fondateur de la Ve République le pratiquait en son temps et comme le Béarnais aurait aimé – user du référendum pour faire adopter son plan de rigueur chiffré à 44 milliards d'euros d'efforts pour 2026 afin de ramener le déficit public à 4,6 % du PIB l'an prochain contre 5,4 % prévu cette année (et encore si tout va bien...).

Mais à peine plus d'un mois après s'être adressé aux journalistes derrière un pupitre solennisant son «*moment de vérité*» avec les Français, le chef du gouvernement a choisi de dramatiser sa rentrée. Une conférence de presse, ce lundi 25 août à 16 heures. «*Seule l'adhésion des Français peut changer les choses dans ce climat de rapport de force*», estime Bayrou dans *le Parisien*. Et il y a du boulot...

Fin juillet, l'Ifop mesurait une impopularité record pour le Premier ministre : à peine 18 % de personnes interrogées satisfaites de son action. Quelques jours plus tôt, juste après son intervention du 15 juillet, le même institut pointait le chemin à parcourir pour le Premier ministre : deux personnes interrogées sur trois trouvaient ce plan «*irréaliste*» et trois sur quatre le jugeaient «*injuste*». «*Jouer l'opinion, c'est un pari risqué*», analyse Frédéric Dabi, directeur général opinion France de l'Ifop. *Le Premier ministre peut être soutenu sur le constat réalisé et sur son esprit de responsabilité. Mais sur les moyens et sur son plan, il a une opinion très très minoritaire et cela va être très difficile à modifier.*»

«Redonner le tempo»

«*Il n'a jamais pensé qu'une seule conférence de presse pourrait faire office d'électrochoc*, le défend le

patron des députés Modem, Marc Fesneau. *Il a toujours dit que cela prendrait du temps et qu'il est par nature compliqué de faire infuser l'enjeu budgétaire.*» «*Il a raison de vouloir jouer l'opinion publique contre l'opinion parlementaire avec une gauche rétive à l'effort*», abonde Mathieu Lefèvre, député Ensemble pour la République (EPR) du Val-de-Marne.

Reste qu'en dévoilant son jeu si tôt, François Bayrou a aussi permis à la contestation de se diffuser, voire de s'organiser sur les réseaux sociaux et laissé la main à l'opposition de gauche pour programmer sa riposte estivale. Toute la gauche politique soutient désormais le mouvement du 10 septembre et La France insoumise annonce déjà le dépôt d'une motion de censure dès la rentrée parlementaire du 23 septembre sans attendre que le chef du gouvernement use, en octobre, d'un éventuel 49.3 pour faire adopter ses textes budgétaires. D'où cette tentative de contre-attaque : «*Il ne veut pas se faire dicter l'agenda*, explique Marc Fesneau. *Il veut redonner le tempo et non attendre, tel un lapin pris dans les phares, que Mélenchon ou d'autres décident de lui rouler dessus.*»

Pour tenter de retrouver du crédit dans l'opinion, François Bayrou avait pourtant communiqué sur son «*été studieux*». Quand son gouvernement pouvait s'octroyer quelques semaines au soleil, lui est «*resté à Paris*», n'a cessé de marteler son entourage. Des confidences dans la presse, une émission sur YouTube baptisée «*FBdirect*» pour s'adresser directement aux Français. Sept épisodes entre 3 et 8 minutes. Si le premier a fait 135 000 vues, le dernier est tombé à 11 000.

La fin d'été aura aussi permis de remettre en scène l'image d'un couple exécutif uni. De retour de Washington, Emmanuel Macron a glissé dans une interview à *Paris Match* que le Premier ministre était son «ami», son «compagnon de route» qui «a les capacités pour tenir ce gouvernement qui n'est pas habituel». «Je pense que le plan qu'il a proposé, que nous avons longuement préparé ensemble, et qu'il a travaillé avec ses ministres, est un bon plan. Il est lucide et courageux», a-t-il insisté en gage de confiance renouvelée avant de – privilège rare – l'inviter, jeudi 21 août, au Fort de Brégançon.

Se garder quelques cartes dans le cartable

Sauf que l'équation politique n'a toujours pas changé : si François Bayrou veut se sauver, il lui faudra obtenir une non-censure du Parti socialiste. «C'est eux qui détiennent la clé, rappelle Marc Fesneau. On ne compte pas sur Mélenchon ou Le Pen pour sauver ce gouvernement.» Invité jeudi 21 août aux Journées d'été des Ecologistes, le premier secrétaire du PS Olivier Faure ne s'est pas avancé. Il a simplement rappelé la position de son parti depuis les annonces du 15 juillet : «Rien n'est passé et rien ne sera acceptable de ce projet qui opère 44 milliards

[d'euros] d'économies sur les malades, les chômeurs, les travailleurs, les retraités, sur toutes celles et ceux qui n'ont que nous pour les défendre.»

François Bayrou peut-il annoncer dès ce lundi des reculs ? «Ce n'est pas l'objectif», rétorque Fesneau. «J'ai dit que j'étais prêt à entendre d'autres propositions, a tout de même rappelé Bayrou cette semaine à l'AFP. Mais la seule chose pour moi qui n'est pas possible, c'est qu'on renonce à la prise de conscience et à la volonté de sortir du piège infernal dans lequel nous sommes, celui du surendettement.»

Le sujet de la suppression des deux jours fériés commence, en tout cas, à faire débat dans son propre camp. «C'est vrai que c'est compliqué. On ne peut pas demander aux Français de travailler plus sans gagner plus», admet Mathieu Lefèvre. Et sur l'effort demandé aux plus aisés, une des revendications du PS, le chef du gouvernement était resté volontairement flou en juillet. Histoire de se garder quelques cartes dans le cartable. Peut-être pour ce lundi.

par Lilian Alemagna



Construire les victoires de demain !